



COMMUNIQUÉ
Paris, le 27/01/2026

ZFE : EN REPORTANT LE VOTE, LE GOUVERNEMENT FAIT UN BRAS D'HONNEUR AU PARLEMENT ET AUX AUTOMOBILISTES

Alors que la suppression des Zones à Faibles Émissions (ZFE) devait être soumise au vote définitif du Parlement ce mardi 27 janvier à l'Assemblée nationale puis ce jeudi 29 janvier au Sénat, le gouvernement a décidé de retirer le texte de l'ordre du jour et d'en reporter l'examen à une date ultérieure, après les élections municipales.

L'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce un nouveau coup de frein politique, incompréhensible et profondément injuste pour des millions de Français concernés par les restrictions de circulation.

Un accord acté... puis enterré

Ce report intervient alors même qu'un accord clair a été trouvé en Commission mixte paritaire, qui a validé l'amendement de suppression des ZFE. En refusant d'assumer ce vote devant la représentation nationale, le gouvernement choisit de laisser perdurer l'incertitude, maintenant une véritable épée de Damoclès au-dessus des automobilistes détenteurs de vignettes Crit'Air 3, 4 et 5.

« Ce report est un bras d'honneur au Parlement et aux millions d'automobilistes qui attendaient une décision claire. Tout change à la dernière minute parce que la suppression des ZFE ne plaît pas à un membre du gouvernement. Plutôt que d'assumer le vote des députés, on choisit d'empêcher le Parlement de trancher, sacrifiant des millions d'automobilistes au profit du calcul électoral. », déclare Pierre Chasseray, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ».

Reporter, c'est faire payer l'attente aux automobilistes

L'association rappelle que, depuis plusieurs mois, les parlementaires ont à plusieurs reprises exprimé leur opposition aux ZFE, lors des travaux en commission, en séance publique et, plus récemment, en Commission mixte paritaire. Enterrer aujourd'hui ce vote par calcul électoral revient à nier la réalité du débat démocratique.

« On ne peut pas, d'un côté, acter un accord en Commission mixte paritaire, et de l'autre, enterrer le texte dans un tiroir par peur des résultats électoraux. Reporter ce texte, c'est demander aux Français de continuer à payer, de continuer à stresser, et d'attendre que les échéances électorales soient passées pour savoir s'ils pourront encore circuler librement. », souligne Philippe Nozière, président de « 40 millions d'automobilistes ».

Pour l'association, ce report illustre une déconnexion totale entre les décisions politiques et la réalité sociale vécue par les Français, et constitue un signal extrêmement négatif envoyé à tous ceux qui subissent déjà de plein fouet les tensions économiques et les décisions de mobilité de plus en plus punitives.

Le combat continue

L'association appelle solennellement le gouvernement à reprogrammer sans délai l'examen de ce texte et à respecter le travail du Parlement ainsi que la volonté clairement exprimée par les citoyens.

« Nous resterons pleinement mobilisés jusqu'à ce que la suppression des ZFE soit définitivement gravée dans la loi. La transition écologique ne peut pas se faire par l'exclusion, la peur et l'arbitraire. La mobilité doit rester un droit, pas un privilège », conclut Pierre Chasseray.

